

Jusqu'où est allée la pourriture démocrate au plus haut niveau pour détruire Trump !

écrit par Jean-Paul Saint-Marc | 22 mai 2022



La candidate démocrate à la présidentielle H. Clinton, accompagnée du directeur de campagne Robby Mook (à gch) et de l'attaché de presse itinérant Nick Merrill (à drt) le 19 octobre 2016.

[Traduction WEB d'un article de CNN](#) (plus ou moins corrigée).

Hillary Clinton a personnellement approuvé le projet de partager l'allégation Trump-Russie avec la presse en 2016, a déclaré son directeur de campagne.

Par [Marshall Cohen](#) – CNN – le 20 mai 2022

(CNN) Hillary Clinton a personnellement approuvé les plans de sa campagne à l'automne 2016 pour partager des informations avec un journaliste sur un [prétendu](#) backchannel (*information de dessous pas clairs*) de serveur non corroboré entre Donald Trump et une grande banque russe, a déclaré vendredi son ancien directeur de campagne devant un tribunal fédéral.

Robby Mook a déclaré avoir assisté à une réunion avec d'autres hauts responsables de la campagne au cours de laquelle ils ont appris une étrange cyberactivité suggérant une relation entre l'organisation Trump et Alfa Bank, basée à Moscou. Le groupe a décidé de partager l'information avec un journaliste, et Mook a ensuite pris cette décision avec l'accord de Clinton elle-même.

« Nous en avons discuté avec Hillary », a déclaré Mook, ajoutant plus tard qu' « elle était d'accord avec la décision » .

Un membre du personnel de la campagne a ensuite transmis l'information à un journaliste du magazine Slate, dont l'équipe de campagne espérait que le journaliste « vérifierait et écrirait ce qu'il pense être vrai », a déclaré Mook (*Remettre des infos pourries et laisser au journaliste la responsabilité de la vérification -ce qu'il aurait de toute façon du faire*).

[Slate](#) a publié un article le 31 octobre 2016, soulevant des

questions sur les étranges cyber-liens Trump-Alfa. Après la parution de cette histoire, [Clinton a tweeté à ce sujet](#) et a publié un communiqué de presse disant : « Cette hotline secrète pourrait être la clé pour percer le mystère des liens de Trump avec la Russie (Le niveau de putasserie est au summum).

Le témoignage est venu dans le procès pénal de l'avocat de la campagne Clinton Michael Sussmann, qui est poursuivi par l'avocat spécial de l'ère Trump, John Durham. Durham enquête sur une inconduite potentielle liée à l'enquête Trump-Russie du FBI. Le procès a mis en lumière les méthodes sombres de la désinformation en politique – et comment les campagnes font surgir des histoires des plus vicieuses dans la presse.

[Les enquêteurs fédéraux ont finalement conclu qu'il n'y avait pas de cyberliens inappropriés Trump-Alfa.](#)

Les responsables de la campagne de Clinton disent qu'ils n'ont pas autorisé de réunion avec le FBI

Sussmann a transmis les mêmes informations sur Trump et Alfa Bank à un responsable du FBI en septembre 2016. Les procureurs [l'ont accusé d'avoir menti](#) au FBI et ont allégué qu'il avait faussement dit au responsable du FBI qu'il n'était pas là pour un client, même s'il était là au nom de Clinton.

Il a [plaidé non coupable](#) et soutient qu'il est allé « aider le FBI » en tant que citoyen concerné, et que l'équipe de campagne Clinton n'aurait pas voulu qu'il rencontre le FBI en premier lieu.

Mook et un autre haut responsable de la campagne Clinton, l'avocat général Marc Elias, ont confirmé cette affirmation cette semaine à la barre des témoins. Ils ont tous deux témoigné qu'ils n'avaient pas autorisé ou ordonné à Sussmann d'aller au FBI avec ce tuyau explosif sur Trump. Mook a déclaré vendredi qu'il ne savait même pas qui était Sussmann lors de la campagne de 2016 et qu'il se serait opposé à une réunion avec le FBI.

« Aller au FBI ne semble pas être un moyen efficace de diffuser des informations au public », a déclaré Mook. « [Vous faites cela par le biais des médias, c'est pourquoi l'information a été partagée avec les médias](#) (Quand même, des

méthodes exécrables). »

Plus tôt dans la semaine, [Elias a déclaré au jury](#) qu'il n'avait pas autorisé la rencontre de Sussmann avec le FBI, qui a eu lieu le 19 septembre 2016. Elias a déclaré qu'il n'avait pas entendu parler de la rencontre fatidique entre Sussmann et l'avocat général du FBI, James Baker, jusqu'à ce que Sussmann soit inculpé.

En plus d'aller au FBI, Sussmann a fourni les données Internet techniques à un journaliste du New York Times, qui travaillait sur une histoire que le FBI a développée après en avoir entendu parler par Sussmann. Un [membre du personnel de Fusion GPS](#), une société de recherche de l'opposition engagée par la campagne Clinton, a témoigné qu'elle avait rencontré un journaliste de Slate pour discuter des allégations Trump-Alfa. Les témoignages de témoins suggèrent que la sensibilisation des médias n'a pas été étroitement coordonnée, bien que la situation ne soit pas entièrement claire. Mook a déclaré qu'il ne connaissait pas Perkins Coie, le cabinet d'avocats où travaillaient Sussmann et Elias, « jouant un rôle avec nous en partageant les informations avec les médias ».

Un ancien tweet de Clinton suscite une réaction en ligne

Dans la salle d'audience, les procureurs ont montré au jury le tweet de Clinton sur l'article Trump-Alfa de Slate, et Mook a lu à haute voix des extraits du [communiqué de presse de la campagne](#) sur l'affaire. **Le communiqué provenait de Jake Sullivan, qui est actuellement le conseiller à la sécurité nationale du président Joe Biden** (*La famille en somme, genre mafia*).

« **Nous ne pouvons que supposer que les autorités fédérales vont maintenant explorer ce lien direct entre Trump et la Russie dans le cadre de leur enquête existante sur l'ingérence de la Russie dans nos élections** », a déclaré Sullivan dans le communiqué du 31 octobre 2016, une semaine avant le jour du scrutin (*Toujours plus dégueulasse*).

L'équipe d'avocats spéciaux a précédemment déclaré que le blitz médiatique de la campagne Clinton autour de l'histoire de Slate « est le point culminant du travail et de la stratégie de M. Sussmann », pour étendre la couverture médiatique sur les allégations Trump-Alfa, puis amener le FBI

à faire une enquête à ce sujet.

Au cours de l'audience, les utilisateurs de Twitter ont retweeté l'ancien message de Clinton. Il a attiré l'attention du milliardaire Elon Musk, qui s'est de plus exprimé sur les questions politiques alors qu'il tentait d'acheter Twitter, et a récemment annoncé son soutien au Parti républicain. Il a qualifié l'allégation Trump-Alfa de « canular de la campagne Clinton » et a affirmé que Sussmann « avait créé un canular élaboré ».

Les avocats de Sussmann ont refusé de commenter à CNN les tweets de Musk.

Il n'y a aucune preuve pour étayer l'affirmation de Musk selon laquelle Sussmann ou l'équipe de campagne de Clinton ont colporté des informations dont ils savaient qu'elles étaient fausses. Plusieurs témoins ont déclaré que des cyber-experts respectés nourrissaient de véritables préoccupations de sécurité nationale concernant les données. Les avocats de Sussmann ont déclaré à plusieurs reprises qu'il n'avait aucune raison de douter de l'exactitude des informations lorsqu'il les a fournies au FBI.

Ce compte rendu a été mis à jour avec des détails supplémentaires vendredi.

Hannah Rabinowitz de CNN a contribué à cet article.